PARCOURS D'ÉDUCATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Module 12

Les fraudes et les crises financières

Reconnaître les tromperies, comprendre les chocs et discuter les responsabilités

---

Comment reconnaître les risques ?

1. Qu'est-ce que le blanchiment d'argent ?
2. Reconnaître les fraudes financières
3. Pourquoi surviennent les crises ?
4. Finance, éthique et société

Niveau lycée – Seconde à Terminale

Cours, schémas, exercices corrigés et mini-projet

Parcours personnel d'initiation ; données fictives.

Document pédagogique, ni programme officiel ni conseil personnalisé.

Table des matières

Comment utiliser le module

Un dernier module pour distinguer fraude, risque de placement et crise collective. Les mécanismes illégaux sont présentés uniquement pour comprendre les enjeux et la vigilance ; aucune méthode de dissimulation n'est enseignée.

Objectifs

- Expliquer les enjeux de l'origine des fonds et des contrôles.
- Repérer une promesse et une identité suspectes.
- Comprendre levier, contagion et crises historiques.
- Discuter les effets sociaux et environnementaux d'un financement.

Prérequis : pourcentages, proportions, lecture de tableaux et équations simples.

Une activité financière peut être légale tout en comportant un risque de perte ; une fraude repose au contraire sur une tromperie. Une crise peut aussi toucher des acteurs honnêtes lorsque leurs engagements sont interdépendants. Ces trois situations demandent des raisonnements différents : comprendre le risque, vérifier une identité et analyser les mécanismes collectifs.

Ce module ne fournit aucune méthode de dissimulation d'argent. Il explique pourquoi la transparence et les contrôles existent, comment reconnaître une sollicitation suspecte et pourquoi un choc financier peut avoir des effets sur l'emploi et la production. Les calculs sont fictifs ; les exemples historiques ne sont pas des prévisions.

1 Chapitre 45 – Qu'est-ce que le blanchiment d'argent ?

1.1 L'origine des fonds compte

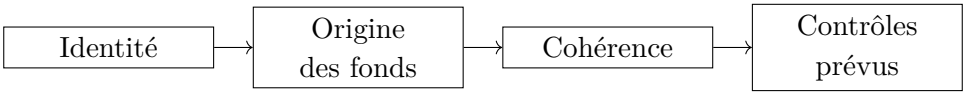
Définition

Le blanchiment consiste, de manière générale, à dissimuler l'origine illicite de ressources ou à leur donner une apparence légitime. Il ne faut pas le confondre avec une simple erreur de paiement ou avec toute opération inhabituelle. L'analyse dépend des faits et du droit applicable.

La question n'est donc pas seulement le montant disponible. Une somme peut provenir d'une activité honnête, d'une fraude ou d'une autre infraction. Permettre à des ressources criminelles de circuler comme des revenus légitimes peut encourager les activités qui les ont produites et fausser la concurrence entre entreprises.

1.2 Pourquoi demander des justificatifs ?

Certains professionnels doivent connaître l'identité de leurs clients et examiner la cohérence d'opérations. Selon le contexte, des informations sur l'activité ou l'origine des ressources peuvent être nécessaires. Ces demandes ne signifient pas automatiquement que la personne est accusée d'une infraction. Elles relèvent de responsabilités encadrées par des règles et doivent respecter la protection des données.



Le schéma présente des questions de vigilance. Il ne décrit ni une méthode de blanchiment ni les conclusions d'une enquête.

1.3 Les rôles institutionnels

En France, Tracfin est un service de renseignement financier. Les professionnels soumis aux obligations prévues par la loi peuvent transmettre des déclarations de soupçon. Une déclaration n'est pas une condamnation ; les investigations et les suites judiciaires appartiennent aux autorités compétentes. Les citoyens ne doivent pas mener eux-mêmes une enquête intrusive ou diffuser une accusation non étayée.

1.4 Une situation de vigilance

Exemple raisonné

Une association fictive collecte 2 000 € pour un projet. Elle conserve les justificatifs des recettes et des achats, puis présente un bilan : 1 650 € de dépenses et 350 € non utilisés. L'égalité $2\,000 = 1\,650 + 350$ explique l'emploi de la somme. Elle ne prouve pas, à elle seule, toute l'origine des fonds : traçabilité et exactitude arithmétique se complètent.

Une personne demandant de recevoir puis retransférer de l'argent pour son compte peut exposer l'intermédiaire à des risques graves. On ne prête pas son compte ou son identité pour rendre un service financier dont on ne comprend pas l'objet. Le bon réflexe est de s'arrêter et de solliciter un interlocuteur institutionnel approprié.

2 Chapitre 46 – Reconnaître les fraudes financières

2.1 Distinguer preuve et mise en scène

Un site élégant, un numéro officiel copié ou un logo connu ne prouvent pas l'identité de l'interlocuteur. Les fraudeurs peuvent usurper une organisation réelle. Il faut retrouver soi-même les coordonnées et les registres pertinents, sans se limiter au lien envoyé dans le message. L'absence sur une liste noire n'est pas une autorisation.

2.2 Promesses incompatibles et pression

Une promesse de gain très élevé présenté comme certain mérite un examen particulièrement critique. L'urgence, le secret imposé, la pression affective et les demandes de paiements supplémentaires pour débloquer des gains sont des signaux d'alerte. On ne conclut pas qu'une opération est sûre parce qu'un premier petit versement a été rendu : celui-ci peut servir à établir une confiance trompeuse.

Exemple chiffré – Décrypter une promesse

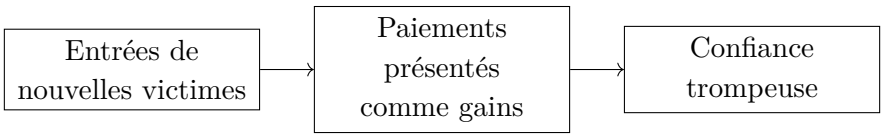
Un message promet 15% par mois, capitalisés, à partir de 1 000 €. Après douze mois, le montant affiché serait :

$$1\,000 \times 1{,}15^{12} \approx 5\,350{,}25 \text{ €}.$$

Cela représente environ 435% de gain annuel et non 180%. Le calcul décrit la promesse ; il ne démontre pas sa faisabilité ou sa légalité.

2.3 Le mécanisme général d'un Ponzi

Dans une fraude de type Ponzi, les versements de nouveaux participants peuvent servir à payer de prétendus gains aux précédents. Les paiements ne prouvent donc pas l'existence des profits annoncés. Le système dépend de nouvelles entrées et devient insoutenable lorsque celles-ci ralentissent ou que les demandes de retrait augmentent. Un système pyramidal fondé sur le recrutement est proche par certains effets, mais les mécanismes ne sont pas nécessairement identiques.



Le versement reçu ne prouve pas une activité rentable.

2.4 Réagir sans aggraver la situation

En cas de soupçon, on suspend de nouveaux versements et on conserve les éléments utiles, sans publier ses données personnelles. Pour une situation réelle, on contacte rapidement sa banque et les services compétents via des coordonnées vérifiées. Une seconde escroquerie peut promettre de récupérer les fonds contre des frais : la détresse d'une victime ne rend pas cette promesse plus fiable. Une démarche officielle n'assure pas une récupération totale, mais permet un traitement approprié.

3 Chapitre 47 – Pourquoi surviennent les crises ?

3.1 Une bulle et un retournement

Une bulle désigne une dynamique dans laquelle les prix peuvent être soutenus par l'espoir de revendre plus cher, au-delà des revenus ou usages qui les justifieraient durablement. Elle est difficile à identifier avec certitude pendant qu'elle se forme. Lorsque les anticipations changent, des ventes simultanées peuvent faire chuter les cours et fragiliser ceux qui se sont endettés pour acheter.

Exemple résolu – Effet de levier simplifié

Un actif fictif de 100 € est financé par 20 € de fonds propres et 80 € de dette. Si sa valeur tombe à 90 € et que la dette reste de 80, les fonds propres résiduels valent 10. Une baisse de 10% de l'actif a absorbé 50% des fonds propres, avant intérêts et frais. L'endettement amplifie les variations pour son propriétaire.

3.2 1929 et la Grande Dépression

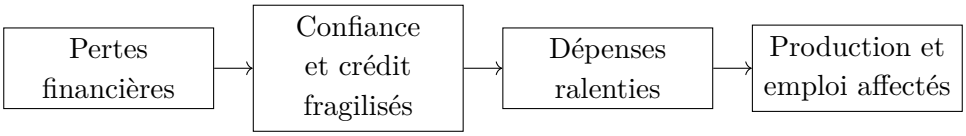
Le krach boursier de 1929 aux États-Unis est associé à une crise beaucoup plus large. Faillites bancaires, contraction du crédit, baisse des dépenses et de la production contribuent à une dépression qui se diffuse à d'autres pays. Le chômage augmente fortement. Le cours d'une action ne résume donc pas la crise : les institutions, l'endettement, les échanges et les réponses publiques comptent également. Il serait trompeur d'attribuer cet épisode à une cause unique ou d'affirmer que toute baisse boursière produit nécessairement une dépression. L'étude historique consiste à reconstituer des enchaînements et à discuter leur importance relative.

3.3 La crise de 2007–2008

Des difficultés sur le crédit immobilier américain, notamment parmi les emprunteurs fragiles, se transforment en crise financière. Des crédits ont été regroupés dans des titres et diffusés dans le système financier : les pertes et l'incertitude sur leurs détenteurs affectent la confiance. Les

tensions de financement et les défaillances peuvent ensuite réduire le crédit, l'investissement et les échanges. La faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 marque une aggravation de la crise. La titrisation n'est pas en elle-même synonyme de fraude. Le problème demande d'examiner les incitations, l'évaluation des risques, les engagements et les financements. Les réponses publiques ont cherché à limiter l'effondrement financier et ses effets économiques, avec des choix et des coûts discutés.

3.4 Comprendre la contagion



Cet enchaînement est possible, pas mécanique. Des réserves, des fonds propres, une assurance, des soutiens publics ou une activité diversifiée peuvent modifier les effets. Le risque systémique concerne précisément les interactions susceptibles de perturber l'ensemble du système, au-delà d'un acteur isolé.

4 Chapitre 48 – Finance, éthique et société

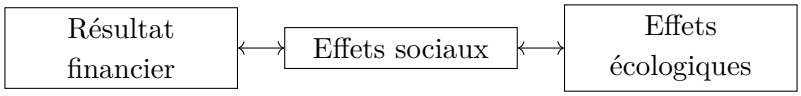
4.1 Les décisions ont plusieurs effets

Financer une entreprise peut soutenir une activité et des emplois, mais aussi des nuisances ou des usages contestables. Un rendement privé ne mesure pas tous les effets sociaux et environnementaux. On distingue les résultats pour l'investisseur, pour les travailleurs, pour les consommateurs et pour les autres personnes concernées. Les conflits de critères doivent être rendus explicites.

4.2 Un exemple de coût externe

Exemple résolu

Un projet fictif procure 50 000 € de recettes pour 40 000 € de coûts privés : résultat privé 10 000 €. Si une pollution impose à d'autres un coût estimé à 6 000 €, ce coût n'est pas automatiquement payé par l'entreprise. L'ajouter donne un bilan simplifié de 4 000 €, sous des hypothèses très fortes de mesure. Cette estimation ne remplace ni une étude d'impact ni un débat sur les dommages non monétaires.



Préciser les critères, les personnes touchées et les limites de mesure.

4.3 Information, régulation et responsabilité

La réglementation peut imposer de l'information, des règles de conduite ou des exigences de solidité. Elle ne rend pas toute décision rentable. L'information doit aussi être compréhensible : un document disponible mais trompeur ou illisible ne permet pas un choix éclairé. Les institutions ont des missions différentes ; une autorité n'est pas un assureur universel des résultats économiques.

4.4 Examiner une affirmation responsable

Un produit qualifié de vert ou d'éthique doit préciser ce qui est mesuré, la méthode, les exclusions et les limites. Une étiquette ne prouve pas un impact positif supplémentaire. On recherche les données, les comparaisons et les éventuels conflits d'intérêts. Une conclusion honnête peut rester conditionnelle lorsque les preuves sont insuffisantes, plutôt que transformer une valeur souhaitable en certitude.

5 Étude de cas – Une publicité trop rassurante

Un message fictif promet un placement « garanti » et exige un paiement dans l'heure. Trois informations sont communiquées :

Élément annoncé	Valeur
Capital demandé	1 000 €
Gain mensuel promis	15%
Frais ultérieurs pour retirer	200 €

Le taux capitalisé implique un montant théorique supérieur à 5 350 € après un an. L'urgence, la garantie non documentée et les frais exigés pour retirer forment des alertes cohérentes. Un écran affichant ce montant ne prouve pas qu'il existe. La conclusion raisonnable n'est pas de chercher à profiter du premier versement, mais de vérifier indépendamment l'identité et l'autorisation, et de ne pas envoyer d'argent sur la seule base du message. Le calcul aide ici à poser des questions ; il ne remplace pas les preuves.

6 Exercices – Chercher avant les solutions

Exercice 1 – Une distinction essentielle

Distinguer risque de perte, fraude et blanchiment en trois définitions courtes.

Exercice 2 – Bilan d'association

Une collecte fictive rapporte 3 500 €. Les dépenses justifiées sont de 2 860 €. Calculer le solde et expliquer pourquoi ce résultat ne prouve pas toute l'origine des recettes.

Exercice 3 – Contrôle et accusation

Pourquoi une demande de justificatif par un professionnel n'équivaut-elle pas à une condamnation ?

Exercice 4 – Promesse capitalisée

Une publicité fictive annonce 10% par mois pendant douze mois. Calculer le montant théorique issu de 1 000 € et le gain annuel correspondant.

Exercice 5 – Le petit retrait rassurant

Un solliciteur autorise un premier retrait de 30 € puis demande 2 000 €. Le retrait prouve-t-il la fiabilité de l'offre ?

Exercice 6 – Effet de levier

Un actif fictif de 200 € est financé par 40 € de fonds propres et 160 € de dette. Sa valeur baisse à 180. Calculer les fonds propres résiduels et leur variation, hors frais.

Exercice 7 – Comparer deux financements

Un actif de 100 € baisse à 90. Comparer la perte relative des fonds propres s'il est payé entièrement sur fonds propres ou avec 80 de dette.

Exercice 8 – Un résultat incomplet

Un projet produit 80 000 € de recettes pour 65 000 € de coûts privés. Ajouter dans un bilan pédagogique un dommage externe estimé à 9 000 €. Comparer les deux soldes.

Exercice 9 – Transmission d'un choc

Une banque subit des pertes et réduit certains crédits. Construire une chaîne possible de quatre conséquences, puis donner une raison pour laquelle elle n'est pas automatique.

Exercice 10 – Identifier une usurpation

Un message porte le logo d'une organisation connue et un lien de vérification. Proposer une procédure critique sans utiliser le lien reçu.

Exercice 11 – Recherche historique

Comparer une ressource institutionnelle sur 1929 à une autre sur 2008. Relever une similitude, une différence et la date de publication de chaque source.

Exercice 12 – Oral éthique

Discuter : « Un placement rentable est nécessairement utile à la société. » Donner un exemple et une limite.

7 Quiz de compréhension

Une réponse par question. Justifier avant de consulter le corrigé.

1. Une opération inhabituelle constitue automatiquement un blanchiment…
   a) Vrai
   b) Faux
   c) Uniquement si elle est numérique
2. Le solde exact d'un bilan prouve l'origine licite de tous les fonds…
   a) Oui
   b) Non
   c) Seulement en euros
3. Un logo connu dans un message…
   a) Peut être copié
   b) Garantit l'identité
   c) Supprime tout risque
4. L'absence sur une liste noire vaut autorisation…
   a) Toujours
   b) Non
   c) Uniquement pour une petite somme
5. Dans un Ponzi, les prétendus gains peuvent être financés par…
   a) De nouvelles entrées de victimes
   b) Une garantie universelle
   c) La banque centrale obligatoirement
6. Un gain de 10 % capitalisé chaque mois pendant un an vaut…
   a) Exactement 120 %
   b) Environ 213,84 %
   c) 10 % sur l'année
7. L'endettement peut…
   a) Amplifier la variation des fonds propres
   b) Garantir une hausse des prix

c) Supprimer les frais

8. Une crise financière peut affecter l'emploi...

   a) Oui, par plusieurs canaux

   b) Jamais

   c) Seulement le jour d'un krach

9. Un coût externe est...

   a) Un effet supporté par d'autres et absent du coût privé considéré

   b) Toujours un frais bancaire

   c) Un revenu garanti

10. Une étiquette éthique suffit à démontrer un impact positif...

    a) Oui

    b) Non

    c) Oui, si le rendement est positif

8 Corrigés commentés

Exercice 1 – Une distinction essentielle

Un risque est la possibilité d'un résultat défavorable, même dans une activité légale. Une fraude repose sur une tromperie. Le blanchiment cherche à masquer l'origine illicite de ressources ou à leur donner une apparence légitime. Les qualifications juridiques dépendent des faits et du droit.

Exercice 2 – Bilan d'association

Solde : $3\,500 - 2\,860 = 640$ €. L'égalité explique l'emploi total des fonds comptabilisés ; elle ne vérifie pas l'identité et l'origine de chaque versement.

Exercice 3 – Contrôle et accusation

Le professionnel peut remplir une obligation de connaissance ou de vigilance. Il doit analyser le contexte ; la qualification d'une infraction et les décisions judiciaires relèvent des autorités compétentes. Un contrôle ne prouve pas à lui seul une culpabilité.

Exercice 4 – Promesse capitalisée

$1\,000 \times 1{,}10^{12} \approx 3\,138{,}43$ €. Le gain théorique est 2 138,43 €, soit environ 213,84%, et non 120%. Cela décrit une promesse, pas un rendement démontré.

Exercice 5 – Le petit retrait rassurant

Non. Un premier paiement peut être financé par d'autres entrées et servir à établir une confiance trompeuse. Il ne prouve ni activité rentable, ni identité réelle, ni capacité de rembourser les sommes importantes.

Exercice 6 – Effet de levier

Fonds propres résiduels : $180 - 160 = 20$ €. Ils ont baissé de $(20 - 40)/40 = -50\%$, alors que l'actif a baissé de 10%.

Exercice 7 – Comparer deux financements

Sans dette : perte de 10 sur 100, soit 10%. Avec dette : fonds propres de départ 20, puis $90 - 80 = 10$; perte de 10 sur 20, soit 50%, avant intérêts et frais.

Exercice 8 – Un résultat incomplet

Résultat privé : $80\,000 - 65\,000 = 15\,000$ €. Solde élargi simplifié : $15\,000 - 9\,000 = 6\,000$ €. Le second dépend de l'estimation et ne signifie pas que tous les effets sont mesurables en euros.

Exercice 9 – Transmission d'un choc

Exemple : crédits réduits, investissements reportés, commandes aux fournisseurs en baisse, emploi fragilisé. Des réserves, d'autres financements ou des soutiens peuvent limiter ces effets ; tout emprunteur n'est pas touché de la même façon.

Exercice 10 – Identifier une usurpation

Rechercher soi-même le site officiel et les coordonnées de l'organisation, vérifier l'identité et le statut exact de l'interlocuteur dans les registres pertinents. Un logo copié et un lien fourni par le solliciteur ne sont pas des preuves indépendantes.

Exercice 11 – Recherche historique

Une similitude possible est la propagation financière vers l'activité réelle. Une différence concerne l'origine et la diffusion des risques : le crédit immobilier et les titres liés jouent un rôle central en 2007–2008. Les références et dates doivent être données ; ne pas réduire chaque crise à un slogan unique.

Exercice 12 – Oral éthique

Distinguer rendement privé et effets sur travailleurs, consommateurs et environnement. Un dommage externe peut ne pas entrer dans les coûts privés. Inversement, une activité rentable peut financer un service utile : la rentabilité seule ne suffit pas à conclure. Expliciter les critères et les preuves nécessaires.

9 Réponses du quiz

1. **b).** Une qualification exige des faits et un cadre juridique, pas seulement l'étonnement.
2. **b).** La cohérence arithmétique et l'origine des fonds sont deux vérifications différentes.
3. **a).** L'identité doit être vérifiée indépendamment.
4. **b).** Un acteur peut être nouveau ou ne pas encore être signalé.
5. **a).** Un paiement reçu ne prouve donc pas une activité rentable.
6. **b).** Le facteur est 1,10 puissance 12 ; on retire ensuite 1.
7. **a).** La dette reste due alors que la valeur de l'actif peut baisser.
8. **a).** Crédit, investissement, dépenses et échanges peuvent transmettre le choc.
9. **a).** Il faut préciser le périmètre et les personnes concernées.
10. **b).** Il faut examiner critères, méthode et données.

10 Mini-projet – Le comité de vérification

Analyser une publicité financière entièrement fictive et présenter une décision de vigilance, sans contacter de plateforme réelle.

1. Inventer une offre comportant trois informations chiffrées et deux zones d'ombre.
2. Calculer ce que la promesse impliquerait sur un an.
3. Lister les preuves indépendantes qui manquent et les signaux d'alerte.
4. Présenter une décision argumentée et les limites de ce que le dossier permet d'affirmer.

À rendre : Une affiche annotée, un calcul vérifiable et un oral de trois minutes.

11 Fiche de révision

- Un risque légal, une fraude et un blanchiment ne sont pas synonymes.
- Une preuve doit être indépendante de la personne qui cherche à convaincre.
- Une promesse capitalisée se calcule par puissances.
- Un paiement reçu ne prouve pas la rentabilité d'une activité.
- L'endettement et les interdépendances peuvent amplifier un choc.
- Rendement privé, effets sociaux et effets environnementaux demandent des critères distincts.

Les mots à maîtriser

Blanchiment Dissimulation de l'origine illicite de ressources ou recherche d'une apparence légitime.

Traçabilité Possibilité de documenter l'origine et les emplois d'une ressource.

Usurpation Utilisation trompeuse de l'identité d'une personne ou organisation.

Ponzi Fraude où de prétendus gains peuvent être payés par les entrées de nouveaux participants.

Effet de levier Amplification des variations des fonds propres par le recours à l'endettement.

Risque systémique Risque de perturbations importantes liées aux interactions dans le système financier.

Coût externe Dommage supporté par d'autres et non inclus dans le coût privé considéré.

Conflit d'intérêts Situation où un intérêt peut influencer une décision ou une information au détriment d'une autre responsabilité.

Sources et prolongements

Ressources institutionnelles consultées le 30 octobre 2026. Les chiffres sont fictifs. Les règles dépendent du pays et de leur date.

- Tracfin — Missions, organisation et pouvoirs

  Consulter la ressource officielle

- AMF — Les arnaques les plus courantes

  Consulter la ressource officielle

- Banque de France — La crise de 1929

  Consulter la ressource officielle

- Banque de France — La crise de 2008

  Consulter la ressource officielle

- Banque de France — La titrisation

  Consulter la ressource officielle